

Satisfaction de l'UE et poursuite des programmes du FED

Le ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération, M. Ahmed Ould Sid'Ahmed, a déclaré vendredi matin à Nouakchott, que les consultations qui ont eu lieu mercredi dernier entre la Mauritanie et l'Union Européenne à Bruxelles ont été un franc succès pour la poursuite de la coopération entre les deux parties.

Voici le texte intégral de cette déclaration:

"Notre pays vient d'entamer des consultations avec l'Union Européenne au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Ces consultations ont eu lieu le 30 novembre 2005 à Bruxelles.

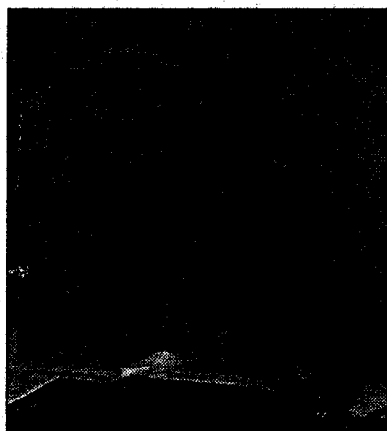
Notre pays y était représenté par une délégation que j'ai eu l'honneur de diriger et qui comprenait les ministres de la Justice, des Affaires Economiques et du Développement, de l'Équipement et des Transports. Elle comprenait également un nombre important de présidents de partis politiques et de représentants de la société civile ainsi qu'un certain nombre de fonctionnaires.

L'objet de la consultation, prévue par l'accord de Cotonou, était d'examiner de manière approfondie la situation dans le pays après le changement du 3 août 2005.

La réunion a eu lieu sous la coprésidence de M. le ministre du Commerce britannique et du président du comité des ambassadeurs du groupe ACP lié à l'Union Européenne par l'accord de Cotonou.

Le lancement de ces consultations a été l'occasion pour nous d'informer nos partenaires européens de l'avancement du programme de transition, après les consultations qui ont eu lieu sur les résultats des trois comités interministériels qui ont travaillé sur le processus électoral, sur la justice et sur la bonne gouvernance.

Notre réunion a eu lieu au len-



demain de l'installation de la Commission Electorale Nationale Indépendante qui constitue le premier acte de la mise en oeuvre du programme de la transition.

Nous avons donc passé en revue l'ensemble du programme dans ses trois volets et nous avons répondu aux questions qui nous ont été posées par la Commission Européenne. Nos amis des ACP, qui étaient à nos côtés, ont également soutenu le programme de la transition et ont participé aux débats de manière très amicale, très fraternelle et constructive.

A l'issue du lancement des consultations, notre pays a pris un certain nombre d'engagements dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de la transition. Ces engagements, pour la plupart, figurent déjà dans les rapports des différents comités tels qu'ils ont été adoptés par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et par le gouvernement. Je dois tout de suite dire que ces consultations se sont déroulées dans un climat de franchise, de sérénité et de franche coopération, en vue de parvenir très rapidement à un accord sur la continuité du partenariat. C'est le sens des conclusions que le coprésident du côté européen a tiré, au nom de l'Union Européenne, à l'issue de cette réunion.

Ces conclusions font état en

particulier de la satisfaction de l'Union Européenne. La partie mauritanienne a confirmé les engagements déjà pris et a donné des éléments positifs pour leur concrétisation.

Ces conclusions font également état de la disponibilité de l'UE à soutenir la mise en oeuvre de ces engagements dans le cadre de l'accord de Cotonou.

Ces conclusions, enfin, contiennent un paragraphe qui dit que pendant la période de consultation, les activités de coopération en cours dans le cadre du Fonds Européen de Développement (FED) seront poursuivies si les conditions des conventions de financement en cours d'exécution sont respectées.

Par ailleurs, les projets d'appui institutionnels en soutien au processus de transition seront lancés.

Enfin l'Union Européenne salue la pleine coopération des autorités mauritaniennes qui est capitale pour lui permettre de continuer à aider ce pays dans ses efforts de développement.

Je voudrais ici réitérer le ferme engagement du gouvernement à respecter les engagements que nous avons faits à Bruxelles.

Avant de terminer, il me plaît de rendre un hommage mérité à la présidence britannique, en la personne du ministre du Commerce, qui, malgré son calendrier chargé, a trouvé le temps de présider ces consultations. Mes remerciements vont également à la Commission, au directeur général adjoint au développement pour sa disponibilité, à tous ses collaborateurs. Enfin, à nos frères et amis des ACP, je voudrais ici dire combien nous avons apprécié leur soutien fraternel, leur coopération, leur engagement total à nos côtés tout au long de notre séjour, engagement qui s'était déjà traduit par l'envoi d'une mission et qui se poursuivra, j'en suis sûr, avec ce groupe d'Etats frères." ●